



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS L.N MAURICE

244 rue Roger Espagnet
33440 Saint-Louis-De-Montferrand

Références : 25-102
Code AIOT : 0005209236

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ETABLISSEMENTS L.N MAURICE implanté Avenue du 11 novembre 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS L.N MAURICE
- Avenue du 11 novembre 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005209236
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LN MAURICE exploite sous le régime de l'enregistrement une installation de transit, regroupement et de traitement de matériaux et déchets inertes à l'aide d'une installation fixe de broyage, concassage et tri sur la commune de Blanquefort.

Une centrale à béton exploitée par la société EDYCEM sous le régime de la déclaration est également implantée dans le périmètre de la plateforme LN MAURICE.

Ces installations pérennisées dans les années 2010, accompagnaient une activité d'extraction achevée en 2019. Le plan d'eau limitrophe correspond au milieu naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier d'enregistrement	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 25 et 26	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Puits de prélèvement	Arrêté Ministériel du 08/09/2003, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi air ambiant	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40, 41 et 50	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Traçabilité (RNDTS)	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-43 et R. 541-43-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déchets acceptables	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 48	Sans objet
7	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de stockage suspect sur site. La gestion des eaux avec décantation des fines est en adéquation avec les bonnes pratiques de la profession, et le risque d'ensevelissement est identifié.

En revanche, l'exploitant doit prendre connaissance précisément du référentiel réglementaire pour se remettre à niveau des attentes en matière de traçabilité et de suivi environnemental.

Ces manquements peuvent relever d'un rappel à la loi par voie de mise en demeure. Compte tenu d'un voisinage limité et de la quantité de matériaux traités, un délai de régularisation est accordé. La transmission d'un engagement avec plan d'actions justifié est attendu sous 15 jours, avec régularisation sous 3 mois.

Par ailleurs, il est attendu que ces améliorations soient dupliquées à tous les sites de la société, notamment en termes de procédure d'acceptation préalable et de traçabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants (extrait): <ul style="list-style-type: none">- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) ;- la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ;
Constats : Par courrier du 17 avril 2014, le Préfet a donné acte de l'antériorité du site pour l'exploitation sous le régime de l'enregistrement des installations relevant de la rubrique 2517 (transit, tri, regroupement de matériaux et déchets inertes). A l'issue de l'inspection, l'exploitant a remis un plan de ses installations, non daté, semblant correspondre à celui remis en 2014. La visite a permis de constater que le périmètre du site et l'implantation des installations sont cohérents avec le plan. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est garant de tenir à jour un dossier comportant l'ensemble des documents prévus par l'arrêté ministériel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de clarifier la situation administrative et de confirmer le référentiel applicable, il est demandé à l'exploitant de justifier la puissance de son installation de traitement et d'établir un plan à l'échelle actualisé, daté et légendé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 25 et 26
Thème(s) : Autre, Quantité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le puits et sa pompe indiqués sur le plan ont bien été observés sur site. L'exploitant déclare qu'il n'est utilisé que pour le lavage des matériaux.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir la consommation ni le débit de production du puits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise en place d'un dispositif de mesure et de transmettre le relevé.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'étudier un usage plus économe de l'eau par recirculation depuis le bassin de décantation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Puits de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/09/2003, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le capot du puits est endommagé. Sa sécurisation n'est pas suffisante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>De manière générale, l'exploitant justifie de la déclaration de ce puits et du respect des dispositions des arrêtés ministériels du 11/09/2003 fixant des prescriptions générales aux puits</p>

soumis à déclaration sous les rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi air ambiant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40, 41 et 50
Thème(s) : Risques chroniques, Poussière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu justifier d'un réseau de suivi de poussières dans l'air ambiant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie d'une commande pour régularisation et transmet les résultats.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets acceptables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, Inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>

Constats : Le jour de l'inspection, les déchets en présence correspondaient à des terres et cailloux relevant du code déchet 17-05-04, ainsi que des matériaux de déconstruction de chaussées 17-03-02. La nature et l'état des stockages n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas les éléments administratifs sur site justifiant de la procédure d'acceptation préalable. Par transmission du 10/02/2025, l'exploitant justifie d'une démarche d'acceptation préalable par le remplissage de fiches traçant : <ul style="list-style-type: none"> • le maître d'œuvre, • le maître d'ouvrage, • le responsable de travaux, • la typologie et quantité de déchets attendues, • l'installation de stockage. Les caractéristiques des déchets non acceptables sont rappelées. En revanche, il est à noter qu'aucun questionnaire ne trace une vérification de l'origine ou de la nature des déchets. La quantité réellement reçue n'est pas mentionnée dans la case dédiée. L'explication du traitement « installation de stockage - Blanquefort » s'avère trompeuse. Blanquefort peut seulement correspondre à une étape de tri et/ou regroupement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant qu'il établisse une procédure qui définisse les déchets admissibles sur le site de Blanquefort et la méthode d'obtention et de vérification des éléments justifiant ces caractéristiques (exemples : documents préalable à fournir, questions précises dans les échanges commerciaux, contrôles internes via base de données publiques, via observations, via tests, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité
Prescription contrôlée : Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3. 1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter : (...) 2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter : (...)
Constats : Les fines de lavage issues de la décantation des eaux de lavages des matériaux sont curées et expédiées vers l'installation de stockage des déchets inertes (ISDI) de NOAILLAC. En vue de justifier l'exutoire choisi, l'exploitant effectue bien un contrôle qualité en application de la procédure d'acceptation fixée par arrêté ministériel. Les analyses de juin 2024 (ASS'TECH ENVIRONNEMENT) n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-43 et R. 541-43-1
Thème(s) : Autre, Terres et déchets
Prescription contrôlée : (...) les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, (...) et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. (...) A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard ; - sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée, - le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
Constats : L'exploitant n'a pu justifier d'aucun registre le jour de l'inspection. Concernant la télédéclaration via le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments

(RNDTS), l'exploitant indique qu'elle n'est pas en place. L'interface (API) entre le logiciel utilisé par LN MAURICE et l'application ministérielle n'est pas compatible et nécessite des modifications. Il est rappelé que la période de tolérance pour la mise en œuvre est achevée et que ce manque de traçabilité peut relever d'une mise en demeure sans correction rapide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier d'un registre conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, puis de justifier de la mise en place de la télédéclaration et de la saisie rétroactive de l'activité pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.

Constats :

L'exploitant a fourni les résultats du contrôle sonore réalisé dans le cadre de la protection des travailleurs en 2020.

Ce contrôle ne correspond pas aux attentes en matière de contrôle des nuisances sonores pour l'environnement (limite de site et voisinage). Il est rappelé que ce contrôle s'effectue tous les 3 ans selon la norme AFNOR NF S 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Méthodes particulières de mesurage ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier dans les plus brefs délais d'une commande pour un contrôle du bruit à réaliser à une période représentative de l'activité sans dépasser 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois